

N°1061

du 29  
SEPTEMBRE  
2017



# L'UNION

**Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses**

P.4

Alimentation électrique  
d'écoles primaires publiques

**L'Autorité prévoit  
des plateformes  
multifonctionnelles  
solaires dans  
40 nouveaux villages**

P.3

**Toujours pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles**

**- L'opposition lance: "Togo Mort"**  
**- L'autorité rassure: "Circulez librement!"**

P.7

Pour booster le secteur du tourisme

**Le Togo veut protéger ses derniers  
hippopotames et éléphants**

P.3

A New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU

**L'axe Lomé-Ankara se crée, avec  
une représentation en vue au Togo**



Les Ministres Yark Damehame et Payadowa BoukpeSSI

P.4

Par une étude à mener dès juin 2018, dans le cadre du  
projet PAEIJ-SP

**L'assurance agricole au  
Togo bientôt en phase pilote**

P.3

Projet «Programme de Renforcement du Système  
Sanitaire—SRDS» au Togo

**La Banque allemande KfW donne  
6,56 milliards Cfa pour la région de la Kara**

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

**[www.reformes-togo.com](http://www.reformes-togo.com)**

**Prix:** Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- **Abonnement:** Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28



## AZIMUTS INFOS

## Vieillesse : l'hypothalamus au cœur du processus

Régulation de la température corporelle, sensation de faim ou de soif : au cœur de notre cerveau, l'hypothalamus joue un rôle essentiel, peut-être encore plus qu'on ne le pensait jusqu'à maintenant. Des chercheurs américains affirment en effet aujourd'hui qu'il intervient dans le processus de vieillissement.

L'hypothalamus ne pèse pas plus de 4 grammes et se trouve niché au fond de notre cerveau. Son importance est capitale. L'hypothalamus régule en effet de nombreuses fonctions de notre organisme : la faim, la soif, les fonctions essentielles à notre survie. On apprend aujourd'hui que l'hypothalamus serait également impliqué dans le processus qui mène... à notre mort ?!

Depuis quelques années déjà, les chercheurs soupçonnaient l'hypothalamus de jouer un rôle dans le vieillissement. L'âge avançant, celui-ci a en effet tendance à montrer des signes d'inflammation. En 2013, des neuroendocrinologues de l'Albert Einstein College of Medicine de New York (États-Unis) avaient déjà montré que calmer cette inflammation permettait d'augmenter la durée de vie de souris.

Dans une nouvelle étude - toujours menée sur des souris -, ils sont parvenus à faire le lien entre le déclin physique et mental des animaux et la disparition de cellules souches dans leur hypothalamus. Une preuve de plus du rôle de cette région du cerveau dans le processus de vieillissement, et peut-être une piste qui pourrait conduire à de nouvelles stratégies de lutte contre les maladies liées à l'âge ou de prolongation de la durée de vie.

Des cellules souches aux microARN

C'est d'abord en accélérant le processus de disparition des cellules souches de l'hypothalamus sur des souris génétiquement modifiées que les neuroendocrinologues ont vérifié leurs dires. Éliminer 70 % de ces cellules a raccourci la vie des souris de quelque 8 %. Leur mémoire, leur coordination et leur endurance ont également souffert de l'opération. Les souris modifiées se sont alors rapidement comportées en grands-parents grincheux.

Pour confirmer leurs résultats, les chercheurs américains ont ensuite injecté des cellules souches dans les hypothalamus de souris dans la force de l'âge. Celles-ci ont alors bénéficié de durées de vie allongées de plus de 10 %. "Ce résultat fait la preuve que les effets d'une perte de cellules souches dans l'hypothalamus ne sont pas irréversibles", assure Dongsheng Cai, docteur à l'Albert Einstein College of Medicine. De quoi encourager un peu plus les chercheurs à percer tout le mystère du phénomène.

Très rapidement, ils ont soupçonné l'implication des microARN, qui jouent un rôle clé dans la régulation de l'expression des gènes, car les cellules souches de l'hypothalamus libèrent de nombreux microARN enfermés dans des exosomes. En injectant de tels exosomes à des souris, ils sont, une fois de plus, parvenus à ralentir le vieillissement des animaux.

Le mode d'action de ces microARN reste en revanche encore mystérieux et leurs cibles sont précises (cellules du cerveau, moelle épinière, sang, etc.). Toutefois, les résultats de cette étude laissent entrevoir que remplacer les cellules souches de l'hypothalamus ou reproduire les effets des microARN pourrait aider à ralentir le vieillissement, chez nous, les humains.

## Hydroallergie : peut-on être allergique à l'eau ?

Certaines personnes éprouvent des réactions allergiques au contact de l'eau. Est-ce que cela vient de la molécule elle-même ou y a-t-il d'autres raisons ?

Il est possible d'avoir des réactions allergiques au contact de l'eau mais ce ne sont pas les molécules d'eau qui sont les allergènes, fort heureusement.

Les réactions allergiques dues à l'eau

Le plus souvent, ce que l'on prend pour une allergie à l'eau est en réalité une allergie au froid qui se déclenche au contact de l'eau froide, touchée ou bu.

Les autres cas d'hydroallergie sont liés aux substances contenues dans l'eau : minéraux, molécules organiques, microorganismes.

Les cas du prurit et de l'urticaire aquagénique

Deux maladies rares, l'urticaire aquagénique (provoqué par l'eau) et le prurit aquagénique, sont parfois assimilés aux hydroallergies, même si la première n'est pas une allergie. Les origines de ces deux maladies sont peu connues mais elles se déclenchent au contact de l'eau.

L'urticaire aquagénique se traduit par une éruption de boutons accompagnée de démangeaisons, tandis que le prurit crée des sensations de picotements, de démangeaisons et de brûlures sans traces de lésion au niveau des zones en contact avec l'eau.

## Exposition

## Sanctuaires d'Ake O'lokan à l'IFT de Lomé

L'art d'Ake O'lokan est-il un art sauvage ? Un art païen ? Un art brut ? Les sculptures humaines d'Ake nous rappellent des œuvres antiques ou des fétiches mais aussi des personnages plus contemporains : les super-héros de manga japonais ou les sculptures d'Ousmane Sow.

Hommes, femmes, enfants, animaux, scènes de vie : certaines sculptures sont minimalistes et narratives, d'autres sont monumentales et réveillent les consciences.



Elles nous rappellent aussi un art de vivre pour le bien-être des indi-

vidus et des sociétés.

Mais, ce graveur d'images ex-prime surtout, à travers ses sculptures, sa profonde sensibilité à préserver et à valoriser le patrimoine culturel et naturel. Cette exposition dans les jardins de l'Institut Français de Lomé invite le promeneur à s'ouvrir au respect, à l'étrange, au mystère, au sacré.

Cette exposition débutera ce 30 septembre à l'Institut Français du Togo et prendra fin le 25 novembre.

## Cinéma

## Raoul Peck sort un biopic sur Karl Marx

En 1844, de toute part, dans une Europe en ébullition, les ouvriers, premières victimes de la " Révolution industrielle ", cherchent à s'organiser devant un " capital " effréné qui dévore tout sur son passage. Karl Marx, journaliste et jeune philosophe de 26 ans, victime de la censure d'une Allemagne répressive, s'exile à Paris avec sa femme Jenny où ils vont faire une rencontre décisive : Friedrich Engels, fils révolté d'un riche industriel allemand. Intelligents, audacieux et téméraires, ces trois jeunes gens décident que " les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, alors que le but est de le changer ". Entre parties d'échecs endiablées, nuits d'ivresse et débats passionnés, ils rédigent fiévreusement ce qui deviendra la " bible " des révoltes ouvrières en Europe : " Le manifeste du Parti Communiste ", publié en 1848, une œuvre révolutionnaire sans précédent.

C'est là le résumé du nouveau film Le jeune Karl Marx du réalisateur haïtien Raoul Peck (Lumumba, Sometimes in April) dont chaque film est un évènement. Son précédent

Un choix qui témoigne non seulement de la volonté de rendre à la pensée de Marx la vivacité de la jeunesse, mais aussi du poids que l'histoire du XXe siècle continue de faire peser sur cette pensée ? Avec August Diehl (Karl Marx), Stefan Konarske (Friedrich Engels), Vicky Krieps (Johanna von Westphalen dite " Jenny Marx "), Olivier Gourmet (Pierre-Joseph Proudhon), dans les premiers rôles, le film Le jeune Karl Marx est distribué en France par Diaphana Films et par Cinéart-Cinélibre en Belgique. Il est produit par la France, l'Allemagne et la Belgique.

La veille de la sortie nationale belge, Raoul Peck sera présent à Liège, le mardi 03 octobre au cinéma le Parc (22, rue Paul-Joseph Carpay, Liège-Droixhe), pour une projection-rencontre. Les places sont en prévente depuis le mercredi 30 août.

" Raoul Peck - qui, après I Am Not Your Negro, s'impose comme un des grands réalisateurs de l'année - a la très bonne idée d'aborder le cas Marx par l'angle que l'on connaît le



film était un documentaire, I am not your Negro, nommé aux Oscars 2017. Il forme un fidèle duo avec le scénariste Pascal Bonitzer : ils ont écrit ensemble ce film dont les producteurs délégués sont le cinéaste haïtien et Rémi Grellety, formé à la faculté d'Arts de l'Université de Bordeaux-Montaigne.

C'est donc sur les années de formation de l'auteur du " Capital " que se concentre le réalisateur haïtien.

moins, celui de sa jeunesse et de la construction d'une pensée qui changera le monde. Il le fait à travers un biopic qui, tout en se démarquant des codes hollywoodiens simplificateurs et appauvrissants, nous plonge dans un récit enlevé qui pourra passionner les non spécialistes du sujet " peut-on lire dans la lettre d'info d'Espaces Marx de septembre 2017 éditée par Dominique Belougne (Université de Bordeaux).

## Spectacle

## Amoureux d'une étoile par la Cie Afuma

Un spectacle de cirque aura lieu à l'Institut Français du Togo ce samedi. Ce sera l'une des rares fois où le public aura l'occasion de voir un spectacle de cirque à Lomé.

Trois guerriers formés au Togo selon les méthodes et techniques ancestrales adaptent leur savoir-faire aux différentes influences circassiennes contemporaines. Accompagnés de percussionnistes et perchés à 5m du sol, les échassiers ont parcouru le Togo, le Ni-

grands AFUMA propose deux spectacles de 30 min : Oliti Araho (" Amoureux d'une étoile " en lfe) : Orara, un garçon rêveur se promène ; pensif, il voit au ciel une étoile qui semble lui faire signe ; malheureusement, elle est trop loin, et il ne peut attraper l'objet de ses rêves...

Edoukikan (" A cœur vaillant " en lfe) : Une suite de figures traditionnelles et contemporaines sur échasses d'inspiration



ger, le Ghana, le Maroc, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la France. Ils ont participé à de nombreux festivals : France (" Les Eurockéennes " et " Les Vieilles Charrues "), Belgique (" Couleur Café "), Hongrie, Suisse, Maroc, etc.

Pour le bonheur des petits et des

circassienne. AFUMA est le nom d'une fougère qui pousse sur les arbres, et qui reste accrochée au bois dont on fait les échasses, sans jamais tomber à terre. Elle symbolise l'échassier, l'homme qui ne tombe pas, celui qui reste en l'air.

Tarif : 19000 / 1000 FCFA & 2000 FCFA - LOMÉ



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège : Wuiti - Nkafu

Tél : 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail : patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage : 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté  
Graphisme  
Guillaume BOGLA



Projet «Programme de Renforcement du Système Sanitaire – SRDS» au Togo

## La Banque allemande KfW donne 6,56 milliards Cfa pour la région de la Kara

Late Pater

Avec «les diverses stratégies et politiques du gouvernement sous son impulsion bienveillante, Faure Gnassingbé ne ménage aucun effort pour assurer un meilleur développement du secteur de la santé au profit des populations». Ce secret de polichinelle est rappelé ce 26 septembre 2017 à Lomé par le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances. Et ce, au moment de signer le contrat de financement du projet «Programme de Renforcement du Système Sanitaire - Santé Reproductive et Droits Sexuels (SRDS)». Par ce contrat, la Banque allemande de développement (KfW) fait au Togo un don d'un montant de 10 millions d'euros, soit 6,56 milliards de francs Cfa, destiné à la réalisation dudit Programme. A l'occasion, en toute logique, Sani Yaya



Echanges de documents après la signature

a exprimé à la République d'Allemagne la gratitude du pouvoir de Lomé pour avoir accordé divers appuis financiers supplémentaires au Togo depuis la reprise de la coopération en 2012. Et de préciser que le nombre des projets en cours et déjà clôturés dans le portefeuille de la KfW en faveur du Togo est la preuve des efforts d'accompagnement de celle-ci au pro-

cessus de développement du Togo. Face au partenaire du jour, il prend l'engagement, au nom du gouvernement, de respecter les clauses du contrat de financement en mettant à disposition le million d'euros qui correspond à la contrepartie financière du Togo. «Je reste persuadé, ajoute-t-il, que l'esprit d'urgence et de diligence, qui a prévalu tout au long de la prépa-

ration de ce projet, à la fois par les spécialistes de la KfW et ceux du Togo, accompagnera toutes les phases de son exécution». Sur-tout dans les règles de l'art. Un important défi que doit relever le gouvernement togolais. Toute chose qui doit satisfaire les deux parties. Les ressources étant désormais disponibles avec la signature du contrat de financement.

Dans le concret, la nouvelle subvention permettra de renforcer les acquis du Programme dont l'objectif est d'améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé reproductive et particulièrement des droits sexuels. Bref, contribuer à l'amélioration de la santé au Togo. Lequel programme va profiter aux femmes en âge de procréer (entre 15 ans et 49 ans) et aux nouveau-nés (de 0 à 6 semaines) dans la région de la Kara. Secondairement, le personnel de santé. Cette subvention finance les trois composantes de ce programme que sont la réhabilitation, l'équipement et la maintenance des formations sanitaires ; la formation continue du personnel et un appui à l'approche qualité ; et le développement des mesures de communication, de sensibilisation et de distribution à la base communautaire.

Par exemple, le projet va soutenir la mise à niveau des formations sanitaires selon les besoins en réhabilitation et extension, équipement médical, construction des logements pour le personnel clé et des latrines, et achat de véhicules et ambulances pour les hôpitaux des districts, suite à une priorisation parmi les centres classifiés actuellement SONU dans la région de la

Kara. Sans oublier l'équipement et la réhabilitation des salles de formation dans les districts, la création d'un Fonds régional de maintenance, la mise en réseau des techniciens dans la région de la Kara. La direction régionale de la santé-Kara, les directions préfectorales et les directeurs des hôpitaux travailleront en étroite collaboration pour l'identification des besoins, des priorités et les mesures concrètes, en liaison avec le Consultant international. Les formations sanitaires SONU de la région doivent préparer des plans directeurs dans ce sens. Pour la formation continue, les mesures (modules de formation, formation pratique y compris simulations) cibleront en priorité les aspects de la grossesse, les soins maternels et néonataux, la planification familiale, la logistique des contraceptifs, la déontologie professionnelle, l'entretien et la maintenance préventive et curative, l'accueil des patients, l'évaluation et l'analyse des décès maternels, les aspects environnementaux, etc. Il est convenu de contractualiser avec une ou deux institutions pour l'organisation des formations. La composante 2 englobe aussi l'établissement d'un mécanisme d'assurance de qualité des soins, en finançant des audits/évaluations externes de la qualité des soins. De quoi renforcer les activités d'audit/évaluation actuellement organisées au niveau central. Enfin, pour la mise en œuvre de la composante 3 liée au développement des activités de communication, de plaidoyer et de stimulation de la demande pour les services Santé de

la Reproduction, une ONG sera recrutée par la direction régionale de la santé-Kara. L'ONG aura pour objectif d'augmenter l'utilisation des services de maternité et de planning familial, et le niveau d'information de la population cible. La gamme d'activités comprend l'organisation des campagnes de communication : l'organisation des événements dans les villages, production des programmes de mass média (radio locale, TV), la production et la distribution des matériels de promotion et le travail avec les COGES en vue d'améliorer l'orientation des services vers les clientes.

La réalisation du projet est du ressort du ministère de la Santé et de la protection sociale, qui en délègue l'exécution à la direction régionale de la santé-Kara. Rappelons que le projet «Programme de Renforcement du Sanitaire - Santé Reproductive et Droits Sexuels» cadre avec les priorités retenues dans le plan national de développement sanitaire (PND) 2017-2022. Il a une durée de vie de 4 ans à partir de la signature de la convention. Avant d'en arriver à la signature du contrat de financement, il a déjà fallu passer par l'étude diagnostique préliminaire en février 2016, l'étude de faisabilité présentée en octobre 2016, la signature de l'aide-mémoire en novembre 2017 entre le ministère de la Santé, le ministère de l'Economie et des finances et la KfW, la demande du ministre de la Santé à la KfW pour la sélection du cabinet international, l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la KfW et le choix de trois bureaux, etc.

Toujours pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles

## L'opposition lance: «Togo Mort» L'autorité rassure: «Circulez librement !»

Dans le cadre de ses manifestations sur la mise en œuvre des réformes constitutionnelles qui, selon elle, doit passer par un retour à la Constitution de 1992, une coalition de partis politiques de l'opposition togolaise a appelé à une journée «Togo Mort» ce vendredi 29 septembre 2017. Mais, face aux actes de violence et aux intimidations dont sont l'objet les populations qui souhaitent vaquer librement à leurs occupations, le Gouvernement a fait une sortie ce mercredi pour rassurer les Togo-lais, rapporte le portail officiel du gouvernement.

Le vendredi est un jour comme tout autre et toute personne qui empêcherait une autre, soit par des menaces ou des agressions physiques, de vaquer à ses occupations sortirait «du cadre des manifestations publiques, c'est carrément du droit commun», et fera donc face à la rigueur de la loi. C'est en substance ce qui ressort de la conférence de presse animée par les ministres Damehane Yark de la Sécurité et de la protection civile, Payadowa Boukpepsi en charge de l'Administration territoriale, et Guy Madjé Lorenzo de la Communication. Les membres du gouvernement assurent que toutes les dispositions sont prises pour assurer une libre circulation des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire national. En somme, les fonctionnaires, les commerçants, bref toute la population est invitée à vaquer librement à ses occupations ce vendredi car, toutes les mesures sécuritaires sont prises.

Sur la journée du vendredi 29 septembre prochain déclarée



Les Ministres Yark Damehane et Payadowa Boukpepsi

«Togo mort» et au cours de laquelle les Togo-lais sur toute l'étendue du territoire, suivant l'appel de l'opposition, vont s'abstenir de toute activité professionnelle et commerciale pour se recueillir sur le sort des quatre (4) personnes décédées lors des manifestations des 20 et 21 septembre à Bafilo et Mango, le colonel Yark a rappelé que pour le gouvernement, ce vendredi reste un jour ouvrable. Tout en reconnaissant que c'est un choix pour certains citoyens de rester sans travailler, il a tenu à faire savoir que ceux qui tenteront d'empêcher ceux qui veulent vaquer à leurs occupations, tomberont sous le coup de la loi. «Les menaces sortent du cadre politique. Nous avons pris des dispositions pour sécuriser toute la population. Nous serons fermes là-dessus et chacun peut vaquer à ses occupations le vendredi. Si ces menaces sont mises à exécution, la loi fera son travail. Nous appelons tout le monde à la responsabilité», a insisté le ministre Yark.

D'autant que, selon ses dires, il a été saisi qu'une délégation de l'opposition rendrait visite aux blessés à l'intérieur du pays et que des

dispositions sécuritaires ont été prises à cet effet. En revanche, il n'est nullement informé du «Togo mort» auquel on appellerait pour ce vendredi. A son collègue Payadowa Boukpepsi de renchérir : «A la lecture de tout ce qui se passe ces derniers temps, nous n'avons pas le sentiment que les responsables des partis politiques ne connaissent pas les textes (sur les libertés et de charte de partis politiques) mais plutôt qu'ils ne veulent pas les appliquer».

Aussi, le ministre Boukpepsi de l'Administration territoriale est-il revenu en détail sur l'adite loi, celle portant manifestations et réunions publiques. Notamment au tiret 6<sup>ème</sup> de l'article 3 qui définit les réunions et manifestations pacifiques ; l'article 19 sur l'incitation à commettre des violences ; le 20 qui dispose que toute personne qui, à l'occasion d'une manifestation publique, use de menaces, de contraintes ou de violence pour s'introduire dans un édifice public, un lieu d'habitation, un bâtiment commercial ou un lieu de culte, dont les peines vont jusqu'à un an d'emprisonnement et de 500.000 à 1.000.000 de francs Cfa d'amende.

A New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU

## L'axe Lomé-Ankara se crée, avec une représentation en vue au Togo

Le Pr Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères et de l'intégration africaine, a multiplié les rencontres en marge de la 72<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'ONU à New York. La plus marquante a vu le Chef de la diplomatie togolaise converser avec le Président des Etats-Unis, Donald Trump en présence du Secrétaire d'Etat Rex Tillerson et de l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, Nikki Haley, estime-t-on au cabinet du ministre.

Robert Dussey a ensuite, lors d'une entrevue avec Mevlüt Cavusoglu, ministre turc des Affaires étrangères, redonné des couleurs aux relations diplomatiques entre Lomé et Ankara. Avec son homologue turc, le renforcement de la coopération entre les deux pays a été abordé. Aussi au terme de leurs échanges, l'annonce a été faite de l'ouverture prochaine d'une Ambassade de Turquie à Lomé. La Turquie développe une diplo-



Le ministre Robert Dussey et son homologue turc

matie active en Afrique avec un seul objectif, en tirer les dividendes économiques. Les échanges sont de plus en plus importants et les investissements se développent dans le secteur des infrastructures, de l'énergie et des télécommunications, affirme le portail officiel du Togo.

Mme Heather Cameron, haut-Commissaire du Canada au Ghana

et en Sierra Leone, et également Ambassadeur du Canada au Togo, ou encore Danny Rahdiansyah, diplomate à la mission permanente de l'Indonésie auprès des Nations Unies, sont quelques-unes des autres personnalités rencontrées par Robert Dussey afin d'élargir le champ des partenaires politiques et commerciaux du Togo.



Par une étude à mener dès juin 2018, dans le cadre du projet PAEIJ-SP

## L'assurance agricole au Togo bientôt en phase pilote

Late Pater

L'annonce est contenue dans un avis à manifestation d'intérêts que vient de lancer la Banque africaine de développement (BAD). Elle qui a accordé un don au Togo représenté par le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, sur les ressources du Fonds africain de développement (FAD), en vue de financer le coût du Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP). Dans ce contexte, le gouvernement se propose d'utiliser une partie des fonds de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat pour l'étude pour la mise en place d'une assurance agricole au profit des producteurs agricoles au Togo.

Les services prévus au titre de ce contrat consistent à identifier et analyser les contraintes de base pour la mise en place de l'assurance agricole au Togo ; identifier et proposer les options ou les produits d'assurance agricole adaptés au secteur ; évaluer la capacité des acteurs agricoles à souscrire aux contrats d'assurance agricole ; élaborer les indices déclencheurs d'assurance pour les filières agricoles qui s'y prêtent ; proposer des options de mécanismes institutionnels de mise en œuvre d'un programme d'assurance agricole au Togo ; et proposer une feuille de route pour la mise en place d'un projet pilote d'assurance agricole au Togo.

A travers l'unité de gestion du projet PAEIJ-SP, la ministre Victoire Tomégah-Dogbé du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes invite les consultants (cabinets, firmes, ...) intéressés et justifiant de compétences, en rapport avec la mission, à présenter leur candidature en vue de fournir ces services. Bien entendu, les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.) notamment au moins cinq années d'expérience dans le domaine, avec au moins une mission similaire au cours des dix dernières années. Les consultants intéressés devront également fournir une lettre de soumission, une brève présentation du cabinet, ainsi que les pièces administratives suivantes : la carte d'opérateur économique ou toute pièce équivalente en cours de validité, l'attestation d'immatriculation au registre du commerce, le quitus fiscal datant de moins de trois mois, l'attestation de



Le président Faure Gnassingbé en visite aux producteurs agricoles (archives)

non faillite datant de moins de trois mois, l'attestation de la CNSS datant de moins de trois mois, l'attestation de l'inspection du travail et des lois sociales datant de moins de trois mois, pour les cabinets d'études installés au Togo ; l'attestation d'immatriculation au registre du commerce, l'attestation de non faillite datant de moins de trois mois, l'attestation de la taxe parafiscale de régulation (du pays de résidence), pour les cabinets d'études étrangers. Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures de la BAD.

Le démarrage de la mission est prévu pour juin 2018 pour une durée de 4 mois étalés sur 6 mois.

Les expressions d'intérêts, rédigées en langue française, devront être déposées en trois exemplaires sous pli fermé, à l'attention du Coordonnateur du PAEIJ-SP au plus tard le 25 octobre 2017 à 10 heures 00 min, heure locale et porter expressément la mention «Manifestation d'intérêts pour l'étude pour la mise en place d'une assurance agricole au profit des producteurs agricoles au Togo».

En rappel, au bénéfice du Togo, les ressources du Fonds africain de développement sont constituées de deux dons d'un montant respectif de 6,67 millions UC (5,4 milliards de francs Cfa) et de 1,33 million UC (1,1 milliard de francs Cfa) et d'un prêt d'un montant de 6,5 millions UC (5,3 milliards de francs Cfa), soit environ 11,7 milliards de francs Cfa au total. Plus la contrepartie togolaise qui porte le tout à hauteur de 12,6 milliards de francs Cfa. Le projet PAEIJ-SP contribuera à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de

l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. Il entend apporter, dans un premier temps, une réponse pour l'insertion des demandeurs d'emplois à travers le développement de l'entrepreneuriat des jeunes dans la chaîne de valeur agricole. En second lieu, le projet envisage d'apporter une solution structurelle à l'emploi des jeunes en développant les outils de prospection et d'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail. La finalité du projet est de contribuer, à long terme, à une réduction de la pauvreté ainsi qu'à une réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes hommes et des jeunes femmes. Il vise, à moyen terme, une amélioration des revenus des bénéficiaires de l'appui à l'entrepreneuriat de plus de 25% et la création d'au moins 19.600 emplois directs en 2020. La clôture du projet et son achèvement interviendront respectivement en décembre 2020 et juin 2021. Il a été lancé le 24 avril 2016 par Faure Gnassingbé. Déjà huit PME structurantes existantes dans les filières de soja, maïs et manioc, situées dans les régions de la Kara, la Centrale, des Plateaux et la Maritime, ainsi que 207 jeunes primo-entrepreneurs sont accompagnés par le PAEIJ-SP.

Au profit de groupements et de jeunes agriculteurs

## De la culture à la transformation et la conservation de tomates

Afin de résoudre le problème de surproduction, et donc de conservation de tomates, le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a organisé une session de renforcement des capacités techniques au profit des groupements et jeunes agriculteurs sur la transformation et la conservation de tomates du 18 au 22 septembre 2017. Les attestations de fin de formation ont été remises aux bénéficiaires ce 22 septembre à Vogon.

Alimentation électrique d'écoles primaires publiques

## L'Autorité prévoit des plateformes multifonctionnelles solaires dans 40 nouveaux villages

Jean AFOLABI

Le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a reçu un financement du Programme d'urgence du développement communautaire (PUDC)-PNUD afin de financer les activités du Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle (PN-PTFM). Il entend utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de la fourniture et l'installation de quarante (40) nouvelles plateformes multifonctionnelles scolaires qui permettront d'alimenter certaines écoles primaires publiques des localités bénéficiaires en énergie électrique.

Un avis d'appel d'offres à boucler le 17 octobre 2017 couvre

Mangoissi. Sept (07) plateformes multifonctionnelles solaires sont prévues dans les villages de Souroutawi, Bousoulou, Kpei Tchila, Lombo, Poutounou, Amougbe, et Tondja dans la région Centrale. En tout six (6) plateformes multifonctionnelles solaires seront fournies et installées à Boutingbédou, Kakpal, Koudjoubon, Katchakorkomba, Wagame, et Djérégu dans la Kara. Enfin neuf (9) seront installées dans les villages de Wouaguenague, Gbatanague, Djabilakpiog, Kouwakou, Nakpiél, Wakpelogou, Djamotiga, Monne (Kpante), Dimangou, dans la région des Savanes.

Le délai d'exécution du marché ne pourra excéder quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'approbation de marché. Les variantes ne seront pas auto-

nautaire (PUDC) le développement d'infrastructures et d'équipements socio-économiques de base. Par ces conventions d'un montant total d'un milliard soixante-sept millions de francs CFA (1.067 000 000 F CFA), le PNUD confie à ces deux départements ministériels la réalisation d'un certain nombre d'activités prévues dans le cadre de la composante 1 du PUDC. En ce qui concerne le développement à la base, ce financement lui permettra d'installer quarante plateformes multifonctionnelles à énergie solaire par le Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle.

Lancé en janvier 2016 par le gouvernement togolais, le PUDC cible principalement les populations pauvres vivant dans les zones peu ou mal desservies par les interventions de l'Etat. Il est financé



Une plateforme multifonctionnelle

les cinq (05) régions administratives du pays. Ainsi, pour la région Maritime, il est prévu la fourniture et l'installation de sept (07) plateformes multifonctionnelles solaires pour les villages de Tsoéta, Kotsokopé, Agokpala, Yotokopé, Amegnona Kondji, Dzékpo Apédomé et Klévé. Dans la région des Plateaux, il est visé onze (11) villages, à savoir : Afolé, Akaba, Azafihiheatro, Gotha-Kabyè, Sandalkopé, Kpakopé, Tutu Ablévé, Kelekpe n'tare, Ogoukolide, Kpégodo et

risées, précise l'avis. Les candidats peuvent soumissionner à tous les lots. Sauf qu'aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus d'un lot.

En rappel, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait signé deux conventions de partenariat avec le ministère du Développement à la base et celui de l'Urbanisme et du cadre de vie le 11 août 2017 à Lomé pour la mise en œuvre des de la composante 1 du Programme d'urgence de développement commu-

par l'Etat togolais à hauteur de 155 147 034 112 FCFA et exécuté par le PNUD. Le Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle relève du domaine stratégique de la réduction de la pauvreté. Son but est de répondre à la nécessité d'élargir les possibilités d'emplois et d'activités rémunératrices, en particulier pour les jeunes et les femmes et d'améliorer les revenus des groupes vulnérables en facilitant leur accès aux services énergétiques.

directeur de Cabinet du ministère chargé du Développement à la base, représentant la ministre. Avant d'ajouter : «Les mesures sont prises pour que les bénéficiaires soient accompagnés et que les autres préfectures puissent aussi bénéficier de ces formations».

De l'avis de Yaovi Blaise Ameyapo, directeur adjoint de l'ESTBA, ces tomates transformées en purée peuvent être conservées pendant deux années et pourront être utilisées en période

de pénurie de tomates fraîches. «Si nous arrivons à bien mettre en pratique tout ce que nous avons appris, nous pourrions payer nos crédits, et subvenir aux besoins de nos enfants. Je rêve déjà que d'ici quelques années, nous pourrions vendre nos tomates à l'extérieur», exulte Atsoupi Dotsé, représentante des bénéficiaires, pour qui cette formation vient à point nommé pour réduire le chômage des jeunes et des populations rurales.



## FOOTBALL/CDM 2018

## Floyd et Adebayor absents

Alors que le Togo s'apprête à disputer un match amical contre l'Iran à Téhéran, le 5 octobre 2017 dans le cadre des journées FIFA, le capitaine Emmanuel Adebayor et le milieu de terrain Floyd Ayité ne feront pas partie du groupe, annonce la Fédération Togolaise de Football.

**Hervé A.**

Convalescent depuis un peu plus de deux semaines après sa blessure en Super Lig de Turquie lors de la 5e journée face à Trabzonspor, Emmanuel Adebayor qui ne faisait pas partie du groupe de Basaksehir qui a disputé hier Europa League contre Braga pour le compte de la deuxième, ne prendra pas part au match contre l'Iran.

De son côté, Floyd Ayité qui devrait retrouver la sélection nationale après l'échec du Togo à la Coupe d'Afrique des Nations Total Gabon 2017, a également déclaré forfait. Le joueur de Fulham qui avait cédé sa place à la 42e lors de la confrontation contre Middlesbrough le weekend en Championship en Angleterre, suite à une blessure.

Initialement programmé pour être joué à Kazan en Russie, ce match



sera finalement disputé à Téhéran pour "des raisons logistiques", suivant la correspondance transmise à la FTF par la Football Federation Islamic of Iran.

L'Iran qui prépare sa participation à la Coupe du Monde de la FIFA Russie 2018, s'est qualifié en juin dernier comme la troisième sélection après la Russie (organisateur) et le Brésil, grâce à sa victoire contre l'Ouzbékistan (2-0) à Téhéran, lors de la 8e journée des éliminatoires de la zone Asie.

C'est la 5e fois que la "Team Mali" se qualifie pour une phase finale de Mondial. Ses quatre précédentes participations (1978, 1998, 2006, 2014) se sont conclues à chaque fois par une élimination dès la phase de poules. En douze rencontres de Mondial, l'Iran n'en a remporté qu'une victoire, 3 nuls et 8 défaites.

## Les nouvelles exigences salariales de Cristiano Ronaldo !

D'après les informations du quotidien Marca, Cristiano Ronaldo souhaite bien voir son contrat être revalorisé. Voici ce qu'exige le Portugais du Real Madrid.

Une fois encore, Cristiano Ronaldo a fait un tabac sur la scène européenne. La star portugaise a signé un doublé avec le Real Madrid lors de la victoire 3-1 des Merengues en terres allemandes. Il en a d'ailleurs profité pour régler ses comptes : "pas à mon aise à Madrid ? Cela n'est jamais sorti de ma bouche, les gens parlent de moi tous les jours, partout dans le monde. Je vis pour le football et ma famille, pas pour la presse. Parfois, les polémiques naissent au Portugal, en Espagne, en Allemagne... Celui qui prononce le nom de Cristiano crée le buzz. Quand tu es grand, on parle de toi".

Et d'après les informations du quotidien Marca, la star lusitanienne, dont la prolongation est à l'ordre du jour et va se négocier dans les mois à venir, exige un salaire de 25 millions d'euros nets par saison ! Il est toujours difficile de connaître le salaire exact d'un joueur, puisque ces chiffres ne sont jamais publiés de manière officielle, mais il serait actuellement aux alentours de 21 millions nets d'après plusieurs médias madrilènes. Le Portugais estime que les derniers événements, à savoir le nouveau contrat de Messi ou celui signé par Neymar avec le PSG, le mettent en retrait en termes de rémunération, et il souhaite se mettre au niveau des autres stars.

Des chiffres un peu plus réalistes que ceux annoncés par la Sexta à la fin de l'été, qui évoquait une somme colossale de 40 millions d'euros nets annuels. Seulement, toujours selon le quotidien espagnol, le Real Madrid n'a pour le moment pas l'intention de se bouger, considérant que ce n'est pas le moment et qu'il y a d'autres dossiers à gérer avant. On rappelle que le joueur est sous contrat jusqu'en 2021. Mais, si ce n'est pas tout de suite, les deux parties semblent condamnées à s'entendre et il est plus que probable que le Portugais obtienne ce qu'il veut dans les mois à venir... On rappelle qu'il a fêté son 400e match hier soir, totalisant l'incroyable somme de 411 buts...

## Ancelotti viré du Bayern Munich !

Au lendemain de la lourde défaite concédée mercredi sur la pelouse du PSG (3-0), le Bayern Munich a décidé de se séparer de son entraîneur Carlo Ancelotti.

Moins de 24 heures après le revers enregistré sur le terrain du PSG (3-0), lors de la 2ème journée de la phase de groupes de la Ligue des champions, le Bayern Munich a décidé de frapper un grand coup en annonçant le limogeage de son entraîneur, Carlo Ancelotti.

Son adjoint français, l'ex-joueur du club et ancien entraîneur de Bordeaux Willy Sagnol, prend les rênes de l'équipe par intérim. Étrange signe du destin, c'est sur une pelouse qu'il connaît très bien, puisqu'il a été entraîneur du PSG entre janvier 2012 et mai 2013 qu'Ancelotti aura dirigé mercredi soir son dernier match à la tête du Bayern...

De vives critiques après le désastre du Parc. Dès mercredi soir, au banquet d'après-match à Paris, Rummenigge n'avait pas caché son impatience. "C'est une défaite très douloureuse, une défaite qu'il nous faut analyser, et après laquelle il va falloir parler clairement et tirer les conséquences, parce que ce que nous avons vu, ce n'était pas le Bayern Munich", avait-il fulminé.

Pour ce match à Paris, qui devait situer le Bayern sur l'échelon européen, Ancelotti avait décidé, à la surprise générale, de laisser sur le banc quatre des joueurs majeurs de l'effectif : la charnière centrale composée de Mats Hummels et Jerome Boateng (ce dernier était même en tribune), ainsi que les ailiers Arjen Robben et Franck Ribéry, qui n'est même pas entré en jeu pour son retour en France. "Avec sa composition, Ancelotti avait pris un risque (...) il est le grand perdant", soulignant le magazine allemand Kicker, qui ne croyait pas si bien dire...

## Neymar voit Mbappé "briguer le Ballon d'Or"

Neymar, l'attaquant du PSG, est sous le charme de son nouveau coéquipier, Kylian Mbappé qu'il voit prochainement "briguer le Ballon d'Or".

Dès son arrivée au PSG, Kylian Mbappé a été adopté par Neymar, la star de l'équipe de PSG. L'entente entre les deux joueurs les plus chers de l'histoire se remarque sur le terrain mais aussi en dehors. Dans un entretien accordé à la télévision brésilienne, Neymar a encensé son jeune coéquipier. "Je me sens privilégié de jouer à côté de lui, a assuré "Ney". C'est encore un gamin (il a 18 ans), mais c'est un grand joueur. Sur le terrain, on dirait qu'il a déjà trente ans (sourire). Je pense que c'est un joueur qui va faire de grandes choses et qui va à coup sûr briguer le Ballon d'Or", a prédit Neymar.

L'ex-joueur du FC Barcelone a également été interrogé sur l'affaire du penalty qui l'a opposé à Cavani. "Ici, on invente beaucoup d'histoires, on parle trop (sourires), on dit des choses sans savoir et on essaie d'entrer dans notre intimité, dans notre vestiaire, et on finit par trop parler, à dire des choses qui n'existent pas, mais bon, tout va bien!", a-t-il affirmé.

Concernant le joueur chargé de tirer le penalty, le Brésilien est toutefois resté vague. "Ça reste à l'intérieur du vestiaire, ça a déjà été décidé."

## MONDIAL 2018/ELIM ZONE AFRIQUE

## Le Ghana se passe des frères Ayew !

Le sélectionneur du Ghana Kwesi Appiah a décidé de se passer des deux frères Ayew. La cause, une histoire de relation qui se passe mal entre le père des anciens Marseillais et le sélectionneur des Black Stars.

C'est un coup de tonnerre au Ghana ! Tauliers de la sélection depuis plusieurs années, les frères Ayew vont devoir regarder leurs coéquipiers depuis la télévision lors de la prochaine trêve internationale. André et Jordan ont en effet été tous les deux écartés de l'équipe par le sélectionneur Kwesi Appiah. C'est la radio ghanéenne Nhyira FM qui révèle cette information mardi. Information confirmée officiellement après publication de la liste des 26 convoqués.

Les raisons de cette éviction semblent pour le moment assez floues. Alors que les Black Stars s'apprêtent à jouer leur avenir en Ouganda (samedi 7 octobre) dans ces qualifications pour la prochaine Coupe du Monde en Russie, le média ghanéen révèle que Kwesi Appiah s'est brouillé avec le père des deux joueurs, à sa-

voir Abedi Pelé. Ce dernier ne serait pas en accord avec les choix du sélectionneur et l'aurait fait savoir à ses fils.

Ces derniers ont bien sûr pris le parti de leur père et ils auraient tenté de déstabiliser le patron de la sélection après le nul concédé par le Ghana à domicile face au Congo (1-1, le 1er septembre lors des qualifications pour le Mondial, ndr). Quatre jours plus tard, Appiah se passait des services des deux anciens Marseillais (ils ont tous les deux prétexté des blessures, ndr) lors du match retour au Congo pour une étonnante victoire (5-1) qui a relancé le pays sur la route pour la Russie.

Ce dernier match aurait définitivement poussé le sélectionneur à se passer des joueurs de Swansea et de West Ham. André et Jordan



Ayew sont deux cadres de la sélection. L'aîné, âgé de 27 ans aujourd'hui, est international depuis 2007 et compte 77 sélections pour 14 buts. Le cadet (26 ans) a lui passé la barre des 50 capes pour 12 buts

depuis son arrivée en 2010 dans l'équipe. S'ils n'ont jamais rien remporté sous la tunique des Black Stars, ils ont atteint la finale de la CAN en 2015.

## BASKETBALL NBA/CORRUPTION

## Le syndicat des joueurs NBA ouvre une enquête

La National Basketball Players Association (syndicat des joueurs) a lancé une enquête pour déterminer si oui ou non certains joueurs NBA sont liés de près ou de loin au scandale de corruption en NCAA.

Le FBI a déjà saisi l'ordinateur personnel de l'un des plus gros agents de la ligue, Andy Miller, au siège d'ASM Sports. Miller représente 47 joueurs en tout, dont Kyle Lowry, Kristaps Porzingis ou encore Myles Turner. Les téléphones des employés ont également été saisis.

On sait aussi aujourd'hui que parmi les 10 hommes arrêtés mardi se trouvait également Christian Dawkins, un ancien agent d'ASM Sports récemment viré pour 42 000\$



de frais Uber payés avec la carte bancaire d'un joueur NBA.

"C'est le genre de choses qui m'empêche de bien dormir le soir. Nos joueurs sont littéralement traqués par les gens en raison de leurs

revenus. La plupart sont bien intentionnés, mais beaucoup ne le sont pas. C'est dérangeant. Les jeunes en NCAA ne reçoivent pas les compensations suffisantes pour dire non à ce genre d'argent. Il faut que le problème soit étudié d'abord au niveau universitaire, mais nous allons nous occuper de l'impact que cela a sur nos joueurs", a déclaré Michele Roberts, Directeur Exécutif de la

L'enquête du FBI lancée en 2015 sur la NCAA avait révélé que des coachs et assistants coachs faisaient appel à un tiers pour attirer de potentielles recrues à s'engager dans leur université avec de l'argent (ou de filles).

La justice américaine a révélé

mardi que dix personnes, dont le directeur marketing de l'équipementier Adidas et l'ancien joueur NBA Chuck Person, ont été inculpées dans le cadre d'un scandale de corruption dans le basket universitaire.

Chuck Person, ancienne gloire NBA - plus de 900 matches à son actif -, et Jim Gatto, directeur marketing de l'équipementier Adidas, sont au cœur d'une affaire de corruption dans le basket universitaire, mêlant également joueurs et coaches. Gatto aurait versé 100 000 dollars à un joueur vedette de son lycée afin qu'il s'engage à jouer pour une université dont Adidas serait l'équipementier officiel, selon les documents publiés par les services du procureur fédéral de Manhattan.



UEMOA / Les ministres en charge des Infrastructures à Abidjan

## De la difficile application du Règlement 14 au centre des débats

Jean AFOLABI

Depuis hier jeudi 28 septembre 2017 se tient à Abidjan, en Côte d'Ivoire, la réunion des ministres en charge des Infrastructures et du transport routiers des Etats membres de l'UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine qui regroupe les huit pays CFA de la région –, du Ghana et de la Guinée. Après Cotonou en septembre 2016, les ministres sectoriels vont se pencher sur l'épineuse question de l'application du Règlement 14, relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA, au Ghana et en Guinée. L'Union souligne que l'application de ce règlement, 12 ans après son adoption, reste en deçà des résultats escomptés, malgré les efforts en matière de sensibilisation et d'acquisition d'équipements de pesage, en appui à chaque Etat membre de l'UEMOA.

Il faut rappeler que dans l'espace UEMOA, la plupart des échanges économiques et commerciaux intra-communautaires se font par la route. Le transport routier constitue le principal mode de transport avec près de 90% du trafic de marchandises et de personnes. Les infrastructures routières, à l'intérieur des pays, facilitent l'accès aux zones de production et le déplacement des personnes et des biens. Les autres modes de transport sont peu utilisés : les réseaux ferroviaires sont vétustes et non connectés, et le coût élevé du transport aérien le rend inaccessible à la grande majorité des populations.

Aussi, d'après un communiqué de presse, la route reste-t-



elle une alternative capitale de développement et en particulier pour des échanges commerciaux fructueux entre les Etats. Une route en bon état favorise les échanges, facilite le trafic, réduit le nombre d'accidents, la durée et le coût du transport des personnes et des biens. La construction et la réhabilitation des routes nécessitent un investissement important et la mobilisation d'importants moyens financiers de la part de nos Etats. Elles font généralement l'objet de plusieurs années d'échanges et d'un processus fort complexe de négociations entre les Etats et leurs partenaires techniques et financiers. Ainsi, d'énormes sacrifices financiers sont ainsi consentis par les Etats membres et leurs partenaires pour aboutir à la réalisation de ces ouvrages de grande qualité.

De la surcharge

Les surcharges sont pratiquées sur la plupart des axes routiers de l'espace UEMOA, malgré les tentatives de sensibilisation des Etats pour venir à bout de ce fléau afin de sauvegarder le précieux patrimoine. Ce phénomène inquiétant et récurrent vient assombrir le tableau et annihiler les efforts faits pour améliorer le niveau de service des infrastructures routières et la

fluidité du trafic. Les opérateurs routiers et les usagers en sont pourtant conscients.

Les conséquences de cette pratique sont désastreuses pour les économies nationales. La dégradation prématurée des infrastructures routières, avec une durée de vie ramenée de 15-20 ans à 5-7 voire 3 ans et les coûts économiques et sociaux y relatifs sont estimés entre 30 et 45 milliards par an selon les Etats. La perte annuelle qui en découle, estimée à environ 20 % des investissements annuels, est supérieure au budget alloué aux travaux d'entretien routier dans les Etats.

Pour venir à bout du phénomène, les Etats membres de l'UEMOA se sont doté depuis 2005 d'un dispositif réglementaire, appelé communément « Règlement 14 » qui fixe les normes de poids total, de gabarit et de charge à l'essieu, comme l'Acte Additionnel de la CEDEAO du 17 février 2012, qui étend lesdites normes à tout l'espace CEDEAO. La rencontre de ce jeudi 28 septembre 2017 à Abidjan permettra aux ministres en charge du secteur des transports de s'accorder sur des mesures idoines à prendre pour une application effective du Règlement 14 dans les huit Etats membres, en Guinée et au Ghana.

## Besoin de liquidités bancaires à 7 jours, d'une semaine à l'autre 185 milliards adjugés mardi par les banques du Togo

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Boeao) a procédé, valeur 26 septembre 2017, à une injection de liquidités d'un montant de 3 125,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 185,335 milliards, contre 172,562 milliards la semaine précédente, et 223,585 milliards deux semaines plus tôt. L'opération arrive à échéance le lundi 02 octobre 2017, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se

sont situés respectivement à 2,7525% et 3,1106%.

Au total, soixante-dix-huit établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Bénin s'adjugent respectivement 812,526 milliards et 524,383 milliards. Ils sont suivis par ceux du Burkina Faso avec 457,816 milliards, du Mali avec 453,794 milliards, du Sénégal avec 449,146 milliards, du Niger avec 224,000 milliards, et du Togo avec 185,335 milliards. La Guinée-Bissau fait 18,000 mil-

liards.

D'après la Banque centrale, Le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 3.462,1 milliards en juin 2017 à 3.262,7 milliards en juillet 2017, soit une baisse de 5,8%. Quant au montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 3.255,7 milliards en juillet 2017, après une réalisation de 3.459,1 milliards en juin 2017. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,69% en juillet 2017 contre 2,80% le mois précédent.

Avec le service de retrait d'argent sans carte Xpress Cash

## Ecobank porte la banque mobile vers de nouveaux sommets

À l'avant-garde de l'inclusion financière, Ecobank souhaite répondre aux besoins des non-bancarisés (et de la population en général) en faisant du téléphone mobile un compte bancaire tout-en-un et un outil de paiement/retrait d'espèces. Un exemple en est le service innovant Xpress Cash, qui fait partie de la nouvelle version de l'appli de banque mobile. D'après un communiqué, Xpress Cash permet aux clients de retirer de l'argent sur n'importe quel GAB Ecobank à l'aide d'un token électronique généré depuis l'appli Ecobank Mobile. Le token est utilisé pour retirer la somme d'argent spécifiée chez les agents situés dans les 33 territoires d'Afrique moyenne où Ecobank est présente. Les clients peuvent également faire le don de tokens électroniques à des tiers via SMS, email ou sur les réseaux sociaux.

"L'innovation pour simplifier la vie du client fait partie de notre ADN à Ecobank", a précisé le Directeur Général d'Ecobank, Ade Ayeyemi. "Nous avons conçu cette solution de banque mobile rapide, pratique et innovante - les retraits sans carte Xpress Cash sur nos GAB et chez nos agents pour intégrer nos plates-formes numériques dans le mode de vie de nos clients et accroître l'adop-



Siège du groupe ECOBANK à Lomé

tion des solutions financières numériques chez les personnes bancarisées et non-bancarisées en Afrique".

Selon des données de la Banque mondiale, seuls 34 pour cent des adultes en Afrique subsaharienne possédaient un compte bancaire en 2014, soit 24 pour cent de plus qu'en 2011. Cependant, d'après le rapport de la GSMA intitulé L'économie du secteur mobile - Afrique subsaharienne 2017, fin 2016, on comptait 420 millions d'abonnés mobiles uniques en Afrique subsaharienne. Cela représente près de 10% du nombre total d'abonnés mobiles dans le monde, et ce chiffre devrait aug-

menter de manière exponentielle.

"Ecobank est connu en Afrique pour avoir su exploiter le téléphone mobile afin de permettre l'ouverture ultra-rapide de comptes bancaires, ainsi que des paiements et transferts immédiats à ses clients. Aujourd'hui, nous allons plus loin encore en donnant à nos clients la possibilité de retirer de l'argent à nos GAB à l'aide de leur téléphone. Le téléphone devient un moyen d'accéder à de l'argent en espèces. C'est votre banque dans votre poche. C'est puissant. C'est la liberté. C'est l'inclusion pour tous", s'est réjoui Patrick Akinwuntan, Directeur Exécutif Groupe de la Banque de détail à Ecobank.

A son 106ème Conseil d'administration à Abidjan

## La BOAD approuve 6 nouveaux engagements pour 106 milliards

Le Conseil d'Administration de la Banque ouest africaine de développement (Boad) s'est réuni, le 27 septembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour sa 106ème session ordinaire dans les locaux de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Boeao). A l'occasion, le Conseil d'administration marqué son accord pour trois prêts à moyen et long termes pour un montant total de 75 milliards de FCFA, deux opérations de garantie et contre-garantie à court terme pour 30 milliards de FCFA et une prise de participation pour un montant de 825 millions de FCFA. Ces opérations porteront à 4 929,1 milliards de FCFA, le montant cumulé des financements (toutes opérations confondues) de la Boad, souligne un communiqué de presse de la Banque.

Les prêts approuvés portent sur le financement partiel des projets suivants : Construction d'une centrale solaire photovoltaïque de puissance de 20 MWc à Bissau et de deux mini-centrales solaires photovoltaïques de 1 MWc à Gabu et à Canchungo (Guinée-Bissau). La mise en œuvre de ce projet permettra à environ 500 000 habi-

tants d'accéder à l'énergie, réduira de 24 100 tonnes l'émission de gaz à effet de serre et allégera les tâches ménagères par l'installation de moulins et de plateformes et un meilleur approvisionnement en eau potable. Montant du prêt : 25 milliards FCFA. Tranche prioritaire du Programme d'Entretien Routier 2017-2019 (Burkina Faso). Cette tranche concerne : l'entretien périodique et la pose d'une nouvelle couche de revêtement en béton bitumineux sur les routes Ouagadougou-Kongoussi (108 km) et Sakoiné-Koudougou (42 km) ; l'aménagement de voies urbaines à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (27,1 km). Montant du prêt : 30 milliards FCFA. Construction de 1350 salles de classe en remplacement d'abris provisoires et d'ouvrages annexes (Sénégal). Il s'agit de la première tranche d'un programme concernant 1850 salles de classe. Mis en œuvre dans les 14 régions du Sénégal, le projet vise à mettre 81 000 enfants défavorisés dans de bonnes conditions d'apprentissage, et à réduire de 50% le taux d'abandon dans les écoles concernées.

Montant du prêt : 20 milliards.

Les opérations suivantes ont été également approuvées : Prise de participation de la BOAD au capital social de la Banque de l'Habitat du Niger. Dotée d'un capital de 10 milliards de FCFA, cette banque a notamment pour mission de soutenir la réalisation de logements sociaux, économiques et de standing. Montant de l'opération : 825 millions FCFA. Garantie d'une facilité à court terme octroyée par la Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire à la Compagnie Ivoirienne d'Electricité. L'opération concerne le financement de l'approvisionnement en gaz du secteur de l'électricité, et le paiement des factures d'énergie des producteurs indépendants et des fournisseurs gaziers. Montant : 25 milliards FCFA. Contre-garantie dans le cadre d'une facilité à court terme octroyée par la Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire à la Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES). Elle concerne l'émission d'une garantie autonome par la SGBCI en faveur de la société AZITO ENERGIE SA. Montant : 5 milliards FCFA.



Pour booster le secteur du tourisme

## Le Togo veut protéger ses derniers hippopotames et éléphants

*Pendant que d'autres pays protègent leurs faunes et font prospérer leur tourisme, les hippopotames et les éléphants sont en voie d'extinction au Togo. Le commerce illégal de l'ivoire et des dents d'hippopotames prend de l'ampleur. Des réseaux de trafiquants font tout pour passer par les mailles grâce à la corruption, et malgré les efforts d'EAGLE-Togo qui accompagne les autorités pour que les textes sur la protection des espèces protégées soient appliqués.*

**Etonam Sossou**

Le Togo a adopté un code forestier, sans oublier les efforts de saisies d'ivoire en provenance des autres pays. C'est au Togo qu'il y a eu une grande rencontre où dix-sept (17) pays africains, le Togo y compris, ont décidé d'unir leurs efforts pour la protection des éléphants, menacés de disparition et dont la population actuelle en Afrique est estimée à 415.000, selon le dernier rapport de septembre 2016,



de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Tout ceci est dû aux manquements dans l'application effective des textes relatifs à la protection des espèces menacées d'extinction. EAGLE-Togo s'efforce d'appuyer les efforts du gouvernement dans cette lutte.

Pour sauver les derniers éléphants, les États africains ayant participé à la rencontre de Lomé en février 2008, ont signé une déclaration, marquant une formalisation de leur coopération dans la lutte pour la conservation de l'éléphant et contre le trafic de l'ivoire. Non seulement cette déclaration recommande une attitude commune contre l'abattage des éléphants aujourd'hui menacés, mais aussi de l'importance d'une politique forte pour la conservation de l'éléphant et des stratégies de gestion, sentinelles pour le maintien des populations d'éléphants. Il est vrai que le marché de l'ivoire a chuté, le braconnage est en régression, mais les pays d'Afrique dont le Togo réclament de l'aide pour reconstituer les populations de pachydermes. A Lausanne, Franz Weber a signé une convention d'une durée de 25 ans à compter de l'année 1990 avec le gouvernement togolais, qui lui avait été octroyé la gestion du parc de Fazao-Malfakassa, une réserve de 200.000 hectares, situé à l'Ouest du Togo, près de la frontière avec

le Ghana.

A la fin du contrat avec la fondation Franz Weber, le ministère en charge de l'Environnement a confié la gestion du parc à un conservateur. En réalité, les populations d'éléphants n'y sont pas les plus importantes qu'entre 100 et 350 individus sur le territoire national, selon les diverses estimations du ministère de l'Environnement. L'espèce de pachyderme aussi, dont la population est en voie de disparition dans le sud-est du Togo

les touristes aussi.

Symbole de la faune africaine, l'éléphant draine les touristes. Le Togo accueille annuellement entre 150.000 et 200.000 touristes étrangers, auxquels il faut ajouter 40% de visiteurs des pays limitrophes. Le taux de touristes selon le ministère du Tourisme, a considérablement régressé, mais les autorités espèrent une avancée.

Du coup, l'UICN dégage quelque 275 mesures pour contenir cette saignée. « La forte hausse du braconnage, qui a débuté il y a une dizaine d'années, est la principale cause du déclin » de la population d'éléphants, explique l'organisation qui ajoute que « la disparition croissante des zones naturelles d'habitation des pachydermes, à cause de la déforestation et de l'urbanisation » constitue également une menace pour l'espèce. Mais la protection de l'éléphant ne vise pas seulement la préservation de l'espèce. Elle contribue à la biodiversité et à la présence d'habitats pour d'autres espèces, à la dispersion et à la germination des graines pour les essences d'arbres, ainsi qu'au tourisme. Celui-ci est vital pour les populations rurales, dont les emplois et les moyens de subsistance sont liés à ce secteur et à des secteurs connexes, comme l'alimentation et le transport, qui sont plus durables et qui affichent un potentiel de croissance plus important.

Le problème au Togo, c'est que le parc d'éléphant n'attire plus pour autant, mais le pays constitue une plaque tournante de transit pour le transfert illégal des ivoires. En effet, le ministère de l'Environnement et des ressources forestières a enregistré plusieurs cas de saisies d'ivoire. Les plus importantes qui ont fait l'objet de médiatisation et de poursuites judiciaires sont celles opérées courant de l'année 2013 jusqu'en 2016. Ainsi, environ 90 trafiquants d'espèces fauniques protégées et leurs produits ont été arrêtés au Togo, selon le ministère en Charge de l'Environnement.

L'Office central de répression du trafic illégal de drogue et du blanchiment (OCTRIDB) a saisi 725 kg d'ivoire et interpellé un trafiquant présumé, nommé Emile NBouke, en août 2014. Il a écopé les défenses de dizaines de milliers d'éléphants depuis près de 40 ans. Il a été arrêté avec un de ses associés originaire de Guinée. Selon le ministère de l'Environnement, NBouke est l'une des figures majeures du trafic d'ivoire en Afrique. Trois autres trafiquants d'ivoires ont été arrêtés avec 2 126,3 kilogrammes de pointes d'ivoire en janvier

2014 au Port autonome de Lomé. Les produits saisis appartiennent aux nommés Walla Manza Ezzo, Alanou Mohamed, tous deux de nationalité togolaise et le nommé DINH-Huu Khao de nationalité Vietnamienne.

La lutte contre le trafic illégal de l'ivoire nécessite la coopération avec les autres parties signataires de la Convention sur le commerce

international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et les organisations internationales concernées. Le Togo sert de zone de passage pour les trafiquants des défenses d'éléphants. Selon les responsables du ministère de l'Environnement, les ivoires saisis ne proviennent pas du Togo. Ces ivoires sont achetés dans plusieurs

pays de la sous-région, voire en Afrique centrale pour être acheminés vers les pays de l'Asie à partir du Port de Lomé en eau profonde. Le Togo n'a plus beaucoup de grands animaux comme l'éléphant, mais est un pays de transit aux trafiquants pour exporter les produits qui proviennent des autres pays.

Le téléphone portable deuxième main

## Les normes de sécurité ne sont pas toujours respectées

Dans les pays occidentaux, en revanche, on s'inquiète sérieusement de la pollution causée par les téléphones mis au rebut. En effet, les portables, en particulier les batteries, contiennent des métaux lourds toxiques et qui brûlés dégagent des gaz extrêmement dangereux. Les principaux fabricants de téléphones portables ont signé un accord avec le Programme des Nations unies pour l'environnement par lequel ils s'engagent à mettre au point des programmes pour collecter les téléphones en fin de vie et veiller à la qualité des téléphones recyclés et réexportés. Malheureusement aucun calendrier de mise en œuvre n'a été fixé et, les téléphones portables européens continuent à être envoyés sans contrôle en Afrique. Selon les fabricants de téléphone portables, une centaine de millions d'appareils sont mis hors circuit chaque année.



Appareils en panne ou changements de modèle, dans les pays développés ces téléphones ne sont pratiquement pas remis en état et revendus. Mais ils ne sont pas perdus pour tout le monde. Nombre d'entre eux arrivent ainsi par lots de plusieurs centaines en Afrique. Organisé ou infor-

mel, ce circuit alimente les villes africaines, au même titre que les réfrigérateurs, les voitures ou les ordinateurs d'occasion. Ainsi les africains d'Europe récupèrent des téléphones et les envoient à des amis ou des parents qui les écoulent ensuite sur place

### Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1391  
DE LOTO BENZ DU 13 Septembre 2017

Le tirage de LOTO BENZ de ce mercredi 20 Septembre 2017 porte le N° 1392.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, de nombreux gagnants de gros lots ont été enregistrés à KPALIME et à LOME.

ALOME, un lot de 1.000.000F CFA et un maxi gros lot de 5.000.000F CFA ont été remportés auprès des opérateurs 6946 et 50136.

AKPALIME, la LONATO a fait le bonheur d'un parieur qui a remporté la somme de 1.000.000F CFA, après avoir tenté sa chance auprès de l'opérateur 4067.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 28 juillet 2017, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2017. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage des gros lots sont encore à enlever :

- Pour la série K, un lot de 2.000.000F CFA

- Pour la série W, un lot de 1.500.000F CFA

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 600 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent.

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2017 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants) !

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

**LOTO BENZ**

Résultats du tirage N°1393 de LOTO BENZ du 27 Septembre 2017

Numéro de base

**46 34 42 72 67**



# BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL



**HUAWEI G POWER**

CAMÉRA 5MP AVANT/  
13MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE  
Micro SIM

RÉSEAU 3G+

ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)



**INFINIX HOT4**

CAMÉRA 5MP AVANT/  
8MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE  
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED  
rétro-éclairage ultra-lumineux



**NUOVA HERO S**

CAMÉRA 2MP AVANT/  
5MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE  
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.0 pouces

MÉMOIRE RAM  
**2GO**

EXTENSION MÉMOIRE

JUSQU'À  
**128GO**

MÉMOIRE INTERNE

**16GB**

+

**HUAWEI  
G POWER**

**72.000F**

MÉMOIRE RAM  
**1GO**

EXTENSION MÉMOIRE

JUSQU'À  
**32GO**

MÉMOIRE INTERNE

**16GB**

+

**INFINIX  
HOT4**

**51.000F**

MÉMOIRE RAM  
**512MB**

EXTENSION MÉMOIRE

JUSQU'À  
**16GO**

MÉMOIRE INTERNE

**8GB**

+

**NUOVA  
HERO S**

**31.000F**

*Disponible  
dans toutes  
nos agences  
et boutiques*



Bluetooth®



LE LEADER

service client : 888 | [www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel) | [www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel) | [www.togocel.tg](http://www.togocel.tg) | certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015